



Région Centre

Région Centre

Session des 23 et 24 mars 2006

Vœu présenté par les groupes PS-PRG, PCF et Verts

Le projet de Contrat Première Embauche a été conçu sans concertation par le Premier ministre. Il a été présenté en urgence. Il bafoue les recommandations du Conseil constitutionnel encadrant l'abus de procédures exceptionnelles. Adopté sans vote par le recours au 49-3, il a méprisé le débat parlementaire.

Après le Contrat Nouvelle Embauche pour les entreprises de moins de vingt salariés et son corollaire le Contrat Première Embauche pour les jeunes de moins de 26 ans, le droit de licenciement devient pratiquement sans entraves : période d'essai de deux ans, résiliation du contrat sans motivation, préavis et indemnités de rupture limités, allocations chômage réduites. Ce bouleversement du droit du travail annonce la proche disparition du contrat à durée indéterminée et place les salariés en état de sujétion permanente vis-à-vis de leurs employeurs.

Alors que l'explosion de colère se nourrit du mal-vivre, de la désespérance, du déni de reconnaissance et de dignité, le Premier ministre propose le CPE qui est largement rejeté par la jeunesse, le monde du travail et la population.

Le Contrat Première Embauche accentue le mal être et l'insécurité sociale des jeunes, de même que la réduction de la scolarité obligatoire de 16 à 14 ans, ou encore le CNE.

Le Contrat Première Embauche tourne le dos à la sécurisation de l'emploi à laquelle les jeunes aspirent légitimement.

Le Contrat Première Embauche tourne le dos à un salaire stable, au droit au logement et amplifie les risques d'exclusion.

A l'inverse, et au travers du Schéma régional de développement économique et social (SRDES), le Conseil régional a pris en compte toute la dimension humaine du développement économique. En région Centre, les aides à l'emploi versées aux entreprises sont attribuées à l'emploi durable et en aucun cas aux contrats qui favorisent la précarité.

C'est pourquoi les élus régionaux, en solidarité avec l'ensemble des citoyens qui se mobilisent, demandent avec force au Gouvernement le retrait sans condition du CPE. Ils demandent également au Gouvernement de reprendre le dialogue pour définir les principes et mettre en œuvre des actions qui assurent aux jeunes une insertion et un emploi durable.